

## terroir officiel et terroir parallèle : Boigny kro, un village imaginé par l'aménageur (Côte-d'Ivoire)

A.-M. PILLET-SCHWARTZ

*Laboratoire de sociologie et  
géographie africaines - C.N.R.S.*

### RÉSUMÉ

*Un village imaginé par l'aménageur... Boigny kro est en effet un village ivoirien créé de toutes pièces en 1971 par une Société d'Etat, l'ARSO-Autorité pour l'Aménagement de la Région du Sud-Ouest. Ses quelques 700 habitants sont repartis à zéro, sur des bases intégralement conçues par des technocrates pressés de mettre en valeur une région sous-peuplée, au sein de laquelle venait d'être créé — de toutes pièces également — un port, le port de San Pedro. Ils ont fait preuve d'une double audace en acceptant l'expérience : d'une part en se coupant des autres Baoulé, comme eux, chassés par le barrage de Kossou mais qui ont préféré être réinstallés sur place parmi les leurs (les experts avaient prévu qu'ils seraient plus de 60.000 à descendre vers le Sud, ils ne sont venus que 3.500); d'autre part en acceptant de vivre dans un milieu écologique radicalement différent de celui auquel ils étaient habitués (ils ont quitté une zone de contact forêt-savane très humanisée pour une forêt qui ne l'est pas du tout). Comment vont-ils appréhender l'espace qu'on leur a structuré et distribué selon une rationalité technique sans faille, puisque sur un terrain pratiquement vierge? Leur logique répond-elle aux objectifs des aménageurs? Le problème est en somme posé ici de façon inverse : rationalité technique et logique paysanne, cette dernière étant pour une fois l'inconnue.*

### ABSTRACT

*When planning officials imagine and create an entire village... Boigny kro is an Ivory Coast village built from scratch by a state-owned company, the ARSO - South West Region Planning Authority - in 1971. The 700 inhabitants have started afresh on a new basis wholly conceived in the mind of a group of technocrats eager to develop an under-populated region, where they had just created — also from scratch — the port of San Pedro. In accepting to undertake this experience, the villagers were doubly audacious : firstly in separating from the other Baoules who, evicted like themselves because of the Kossou dam, decided to resettle in the same area among their own people (the experts forecast that 60.000 would leave for the south : only 3.500 actually moved); and secondly in accepting to live in a natural environment fundamentally different from the one they had known (they left an extremely humanized forest/savanna contact-zone for a forest area which is not humanized at all). How will they react to this new land which has been cut into slices and handed out according to a technical rationality which is, on paper, absolutely perfect as it applies to practically virgin land? Will their own logic fall in with official goals? In short, the problem is back to front here : it should be « technical rationality and peasant logic », as for once it is the latter which represents the unknown.*

Il est des mots qui n'ont pas bonne presse en Afrique tropicale : déguerpissement, transfert, regroupement... Ils rappellent la coercition de l'époque coloniale, le travail forcé, l'esclavage... En Côte-d'Ivoire, les anciens se souviennent encore. Certains planteurs européens de la région de Sassandra aussi. Le transfert dont il s'agit ici, n'a certes pas le caractère violent qu'il aurait eu alors. Les populations déplacées — ressortissantes de l'ethnie baoulé — sont des victimes du progrès, que l'Etat a voulu dédommager. Indemnités pour les plantations perdues, vivres gratuits pendant deux ans, construction de villages, défrichement et distribution de terres, animation : rien n'a été négligé. A l'origine, deux grandes opérations d'aménagement, distantes de quelque 400 km l'une de l'autre : l'opération AVB (Aménagement de la Vallée du Bandama) et l'opération ARSO (Aménagement de la Région du Sud-Ouest), la première centrée autour de la création d'un barrage, le barrage de Kossou, dans une région parmi les plus peuplées de Côte-d'Ivoire (densité de l'ordre de 30 hab./km<sup>2</sup>), la deuxième centrée autour de la création d'un port, le port de San Pedro, dans une région par contre sous-peuplée (densité de l'ordre de 1 hab./km<sup>2</sup>). Barrage et port sont inaugurés fin 1972. Parmi tous les problèmes humains qu'ils soulèvent alors, l'un domine incontestablement tous les autres : celui des populations baoulé dont les villages ont été — ou vont être — engloutis par le lac artificiel de Kossou. Il faut en effet recaser au plus vite pas moins de 75.000 personnes.

Pour les aménageurs, la solution était simple : peupler la région de San Pedro, dont le vide risquait d'inquiéter les investisseurs, à l'aide de ces sinistrés. Dès juillet 1970, des délégués des localités concernées furent emmenés en reconnaissance dans le Sud-Ouest. Ils purent se rendre sur le site qui devait les accueillir : une forêt classée de 60.000 ha, la forêt de la Nonoua, située à mi-chemin entre San Pedro, la future Brasília de Côte-d'Ivoire, et — à 100 km de là — Sassandra, vieille ville coloniale décadente, espace retenu en raison de sa topographie qui le rend impropre aux grandes plantations industrielles. En avril 1971, les premiers pionniers arrivèrent : un peu moins de 800 personnes, 122 familles, que l'on installa immédiatement sur place, dans des logements de fortune, leur village n'étant pas encore construit. Ce village reçut le nom symbolique et rassurant de Boigny Kro (comme s'il était placé sous la protection toute spéciale du « Père de la Nation »). Trois autres furent créés à sa suite. La construction du dernier ne fut achevée qu'en 1976. Ils regroupent à eux quatre environ 3.500 habitants et l'on sait d'ores et déjà que ce chiffre ne sera pas dépassé. On avait parié sur la venue de 60 ou 65.000 volontaires : la plupart ont préféré s'entasser à la périphérie du lac de Kossou où ils ont pu bénéficier d'avantages à peu près équivalents, dans le domaine de l'habitat du moins. Les espoirs et prévisions des experts, qui avaient cru voir dans les deux entreprises une complémentarité criante, ont donc été mis en échec. Leur logique a été déjouée par celle des villageois, auxquels, bien sûr, on a laissé — après avoir fait tout ce qu'il fallait pour les convaincre — la liberté de décider en dernier ressort.

Je ne veux pas traiter ici de ce refus : les fantasmes relatifs à la forêt du Sud-Ouest peu humanisée et riche en faune, la peur de certaines ethnies, des « événements » qui eurent lieu à Gagnoa en octobre et novembre 1970, dirigés précisément contre les Baoulé... tout cela a certainement contribué à retenir les hésitants. Ces arguments sont connus. Les 3.500 qui ont

accepté l'aventure ont une attitude déjà plus ambiguë. Désir de pouvoir, de richesse, d'une certaine autonomie. Certes, ils ne sont pas les premiers Baoulé à descendre vers le Sud, la forêt, le cacao. Ils sont actuellement plus de 20.000 dans la région du Sud-Ouest. A la différence de leurs frères qui migrent spontanément cependant, leur exil n'est pas synonyme de liberté. Bien au contraire. Loin de se perdre dans quelques « campements » isolés ou dans la neutralité d'un gros centre cosmopolite, ils sont, d'autant plus qu'ils sont peu nombreux, la proie d'une assistance et d'une célébrité rarement égalées en Côte-d'Ivoire. Ceux qui n'ont pas voulu venir et que l'AVB (on désigne ainsi l'Autorité pour l'Aménagement de la Vallée du Bandama, société d'Etat créée en 1969) s'est chargée de réinstaller sur place, suscitent, il est vrai, un peu la même attention, la même curiosité, mais sans connaître le même dépaysement (même milieu naturel et humain qu'avant — leur sous-groupe ethnique) et sans représenter pour les aménageurs la même nécessité, le même potentiel économique (on ne saurait plutôt que faire d'eux).

Voici donc quatre villages d'aspect identique, quatre communautés issues de la savane, installées dans une région pluvieuse (précipitations annuelles de l'ordre de 1.800 mm), au sein d'une forêt de type « intermédiaire » (intermédiaire entre la forêt sempervirente et la forêt semi-décidue), dense, sombre, inhospitalière. L'ARSO (on désigne ainsi l'Autorité pour l'Aménagement de la Région du Sud-Ouest, société d'Etat comme l'AVB, créée en 1969 également), pour la rendre plus accueillante peut-être, ne les a pas trop éloignées les unes des autres (dans un rayon tout de même d'une vingtaine de kilomètres, chacune ayant besoin, selon les spécialistes, d'un territoire de 6.000 ha) et a créé à proximité, en bordure de la piste Sassandra-San Pedro, une « base » qui leur sert de point de ralliement. Un infirmier, qui dispose d'un dispensaire beaucoup plus confortable que ceux que l'on a l'habitude de voir dans les sous-préfectures de la région, ainsi qu'un opérateur-radio y résident en permanence. L'ARSO maîtrise de cette façon parfaitement la situation, aussi bien les quatre villages-champignons que le milieu naturel répulsif.

C'est à Boigny Kro, le plus ancien des quatre, que j'ai enquêté pendant une dizaine de mois, de novembre 1975 à août 1976, avec l'accord du brain trust de l'ARSO. Les villageois ne m'auraient pas acceptée sans cet accord, tant est grande l'influence de la société sur ses protégés, tant est totale leur adhésion. Ils ont choisi une voie, ils entendent pour le moment la suivre à l'exclusion de toute autre. Ainsi, ce vieux qui s'est converti au christianisme sitôt arrivé, ou ce moins vieux qui affirme être très content de sa « forêt ». Pour quelle raison ? Parce qu'il ne peut en demander une autre. Il est tombé en fait sur une parcelle plus marécageuse, moins bien située que la moyenne. Une volonté d'adaptation aux normes de l'ARSO, de docilité presque, transparait souvent dans les commentaires des uns et des autres. L'ARSO les a pris en charge dès leur arrivée, les a installés intégralement, a réglé et continue à régler leurs conflits internes, bref est le garant de leur nouvelle vie : pourraient-ils encore exister sans sa protection au point où ils en sont arrivés ? Point de non retour en quelque sorte. C'est pourtant à eux de jouer maintenant. L'ARSO n'entend leur assurer ni une aide matérielle (outillage agricole, par exemple), ni un encadrement, de façon permanente. Elle commence à retirer ses animateurs (il n'y en a déjà plus un par village), dont le rôle d'ailleurs se borne surtout à transmettre d'une part les ordres ou conseils — par exemple, un expert de

la Banque Mondiale viendra demain visiter le village, que personne n'aille au champ —, d'autre part les incidents ou doléances — par exemple, des éléphants ont ravagé les plantations de Messieurs X et Y, que faire ?

Ces villageois sont aujourd'hui pratiquement maîtres sinon de leur avenir, du moins de leur quotidien. Comment vont-ils tirer partie de l'espace qu'on leur a organisé ? En d'autres termes, quels peuvent être les effets de leurs comportements sur le terroir qu'on leur a dessiné, « piqueté », aménagé en certains points, enfin distribué selon une rationalité technique sans faille, puisque sans ajustement nécessaire, le terrain pouvant être considéré comme vierge, si l'on ferme les yeux sur les quelques incursions de forestiers. D'habitude, dans un pays comme la Côte-d'Ivoire, ce type de problème se pose plutôt de façon inverse : en quel sens une action technocratique peut-elle infléchir l'évolution de structures et systèmes agricoles en place depuis des générations ? Le paysan, en effet, lorsqu'il est impliqué dans une opération d'aménagement quelconque, de type sectoriel ou intégré, l'est en principe sur un espace maîtrisé par lui avant tout autre, un espace qu'il est en général le seul à connaître intimement. Il subit au départ l'aménageur et le changement qu'il apporte, son action ne pouvant être, en un premier temps du moins, en fait que réaction. Boigny Kro, à cet égard, présente, comme ses trois homologues, une situation exceptionnelle. L'agriculteur baoulé y est doublement étranger : non seulement ce n'est pas lui qui a organisé cet espace, mais encore, celui-ci est-il d'une nature inconnue de lui, la Forêt (il ne laissera jamais ses fenêtres ouvertes la nuit). C'est aux spécialistes de l'ARSO qu'appartient au premier chef la connaissance du milieu naturel. Il est obligé de se faire leur complice en quelque sorte pour y pénétrer, pour le pénétrer. Comment, compte tenu de cette complicité, l'a-t-il jusqu'à présent appréhendé, personnellement, et dans sa relation avec ceux qui partagent son sort, avec sa nouvelle communauté villageoise ? Ses résultats sont-ils conformes aux objectifs de l'aménageur ? Sa logique répond-elle à la rationalité de celui-ci ?

#### LE TERROIR IMAGINÉ PAR L'ARSO

Boigny Kro a servi de terrain d'essai à l'ARSO, avec tout ce que cela implique d'avantages et d'inconvénients (plus grande sollicitude mais aussi expérience moindre des responsables). Le village lui-même fut construit sous les yeux des futurs occupants dans le courant de l'année 1971 sur une plate-forme de 30 ha nivelée au bulldozer. Il fut divisé selon un plan quadrangulaire en 140 lots de 750 à 900 m<sup>2</sup>, sur chacun desquels fut bâtie une maison en parpaings et tôle ondulée dont la superficie est fonction non seulement de l'importance numérique de l'unité budgétaire mais aussi du rang social de celui qui en est le chef — de 43 à 80 m<sup>2</sup>. Leur distribution fut assurée par l'ARSO, qui a réparti les habitants en trois gros quartiers correspondant à leurs villages d'origine : Koriakro, Loossou et Ya Sakassou Kansi. Chaque lot comprend en outre une cuisine extérieure de quelque 10 m<sup>2</sup> qui sert en fait dans tous les cas uniquement de remise. La plupart des familles ont ajouté elles-mêmes douchière et puits. Ces derniers n'ont pas été oubliés par l'ARSO, qui en a fait creuser trois de 25 m de profondeur, mais les buses utilisées pour les étayer ont rouillé très vite. Les équipements collectifs sont en définitive peu nombreux : essentiellement

l'école et ses annexes. Le cloisonnement entre les familles, déjà favorisé par l'étalement du village, qui comprend 4 km de voirie, en est renforcé. C'est un gros changement pour elles qui ont en principe toujours vécu dans des cases traditionnelles, serrées les unes contre les autres, sans angle droit...

Emprisonnant cette clairière, la forêt, qui dérobe aux yeux du profane un terroir de près de 6.000 ha. Ce terroir, l'ARSO semble l'avoir imaginé comme une revanche sur la topographie et la végétation des lieux. Les aménageurs en ont découpé le tiers en parcelles rectangulaires de 15 ha (de 750 sur 200 m environ), qu'ils ont réparties entre les habitants de façon autoritaire également. A la différence des lots construits, ceux-là sont cependant de taille standard. On a simplement favorisé les dignitaires (le chef du village, les chefs des quartiers, les responsables du Parti...), en leur octroyant les parcelles les plus proches du village. Certains planteurs ont, en effet, malgré la situation relativement centrale de celui-ci, quelque 5 km à parcourir pour atteindre la leur. Cet énorme bloc de 1.850 ha, à peine morcelé en trois ou quatre unités, correspondant plus ou moins aux quartiers, a été dessiné en fait relativement en retrait de la plate-forme villageoise — en raison, semble-t-il, de la nature du site : crêtes, dépressions, tracé de la piste Sassandra-San Pedro, etc. Les topographes, pédologues et géophysiciens mis à contribution ont suggéré en effet que, pour plus d'équité, chaque parcelle soit orientée perpendiculairement à une ligne de crête. Ainsi chaque attributaire dispose-t-il en principe de tous les types de sol pouvant exister le long des pentes dans cette région (socle granitique mammelonné) : des sols gravillonnaires ne convenant guère à une mise en valeur agricole sur les crêtes, des sols moyennement gravillonnaires, sur argiles tachetées, pouvant convenir au café en haut des pentes, des sols peu ou pas gravillonnaires, sableux à argilo-sableux, pouvant convenir au cacao en bas des pentes, des sols hydromorphes limoneux pouvant convenir au riz irrigué et aux cultures maraîchères dans les bas-fonds. Ce schéma est évidemment très théorique et approximatif. Chaque lopin possède en outre de cette façon une façade de 200 m (mesure de sa largeur) sur l'une des pistes, celles-ci suivant dans la mesure du possible les lignes de crêtes. Il a donc fallu, conséquence de cette tactique, créer un réseau de pas moins de 40 km de pistes et, autre conséquence, laisser autour du village un espace sauvage, une sorte de no man's land de 400 ha environ, qui va très vite prendre pour les villageois une signification particulière. En attendant, à chacun « sa forêt » de 15 ha, dont l'ARSO reconnaît que 40 % seulement peuvent être réellement rentables (en raison des marécages notamment). Ce n'est rien d'autre qu'une forêt en effet que l'on remet à chaque chef de famille au mois d'octobre 1972. Les 18 mois écoulés depuis leur arrivée n'ont permis que des aménagements sur papier. Sur le terrain on s'est contenté de délimiter à l'aide de deux piquets l'extrémité de chaque parcelle, celle par laquelle on y accède, les villageois étant sommés de commencer le défrichement et la mise en valeur par ce bout. Malgré la relative lenteur de leur progression, de nombreux litiges ne tardent pas à surgir entre propriétaires voisins. L'ARSO, pour y mettre bon ordre, envoie sur place à partir de 1974 des « boussoliers » chargés de layonner les limites, opération menée à un rythme très lent (sur plusieurs années). Dans les trois autres villages, elle a carrément assuré le défrichement du premier hectare, ce qui permet à chacun d'y voir plus clair au départ quant à l'orientation de son terrain. A Boigny Kro, elle avait eu une autre idée...

Les aménageurs ont voulu y réaliser en effet une expérience qu'ils n'ont pas réitérée ailleurs : celle d'un bloc caféier d'environ 130 ha qui fut placé à l'Est du village et de la zone « lotie » qui vient d'être évoquée, en dépit de la présence d'un cours d'eau, la rivière Niniko. Ce bloc fut réparti entre les habitants, à raison de 1 ha par famille, à la fin de l'année 1972 également. Il s'est révélé très vite être une erreur. Outre le fait qu'il englobe toute une zone marécageuse dans laquelle les planteurs malchanceux lors du partage (10 % environ) ont quasiment abandonné leurs caféiers, il a été défriché de façon beaucoup trop radicale pour un tel terrain : mécaniquement, selon les normes propres aux pays tempérés, à tel point que la terre arable, dont l'épaisseur n'atteint pas plus de 20 cm parfois, a été complètement arrachée en certains endroits. L'erreur, dénoncée par les uns, reconnue par les autres, n'eut cependant que peu de répercussion, les deux parties ayant mis davantage sur le cacao : les planteurs pour lesquels cette culture est véritablement le cadeau de la forêt, l'Etat qui veut mettre un frein au boom du café. Ainsi les deux pièces maîtresses du terroir imaginé par l'ARSO, les parcelles individuelles couvertes d'une forêt dense, très difficile à défricher manuellement (surtout pour un non initié) et le bloc collectif complètement érodé, posent-elles l'une et l'autre des problèmes aux villageois — problèmes opposés, le premier devant être résolu impérativement par chacun, le second étant plutôt perçu comme une fatalité.

Mais l'ARSO ne déclare pas forfait pour autant. La mise en place de Boigny Kro a coûté 200 millions de francs CFA (dont les 3/4, il est vrai, ont été investis dans la construction du village lui-même et des pistes) : c'est une affaire à suivre. Elle obéit d'ailleurs au même impératif dans les trois autres villages. En ce qui concerne le problème foncier tout d'abord, elle entend l'assumer pleinement en tant que propriétaire du sol. Les villageois ne sont propriétaires, comme partout en Côte-d'Ivoire lorsque la terre n'a pas été immatriculée (ce qui est encore fréquent), que de leur plantation de cultures pérennes. Ainsi le bloc vivrier d'une centaine d'hectares, qui avait été mis à la disposition des familles dès leur arrivée (à raison de 0,80 ha pour chacune), avec des rejets d'igname, des boutures de manioc et des semences de riz, est-il tout à fait ignoré de celles-ci maintenant. On pourrait s'attendre à ce qu'après plusieurs années de jachère, elles cherchent à y réaffirmer leurs droits : les difficultés du défrichement sont tellement grandes ! Il n'en est rien malgré la situation de cet ancien bloc à proximité du village, malgré tous les avantages que son exploitation pourrait présenter (il a été défriché notamment de façon moins scientifique, donc moins néfaste que le bloc caféier). Ne serait-ce pas provoquer un partenaire avec lequel il vaut mieux composer ? On laisse également à l'ARSO le soin de pourvoir en terres cultivables les jeunes du village non scolarisés, en mal de travail et d'autonomie. Un bloc cacaoyer, d'une centaine d'hectares encore, est en cours de réalisation. Chaque candidat pourra y cultiver 2 ha. C'est, sans doute, la façon la plus pratique pour les chefs de famille de liquider les conflits possibles — sinon inévitables — avec la génération suivante, tout en affirmant leur respect pour les droits de l'aménageur. En ce qui concerne le problème agraire à proprement parler, l'ARSO, là encore, n'entend pas laisser le champ libre aux villageois. Elle a délégué pour cela ses pouvoirs à une autre société d'Etat, la SATMACI (Société d'Assistance Technique pour la Modernisation de l'Agriculture en Côte-d'Ivoire). Un représentant permanent est installé à

Boigny Kro, mais son rôle n'est pas coercitif. Il consiste surtout à aider les adhérents (1.250 F CFA/ha l'adhésion) à réaliser leur pépinière et à traiter leurs plantations de cacao contre les capsides et les chenilles. La société ne leur fournit pas d'engrais comme elle le fait ailleurs, car elle veut voir ce que vaut la terre... Elle leur vend par contre des pulvérisateurs à crédit et envoie deux ou trois fois par an un mécanicien pour les réparer. Elle dépêche également chaque année un pédologue pour la prospection des terrains des nouveaux candidats. Ceux qui n'ont pas eu la chance de tomber sur des parcelles de bonne qualité se voient refuser son aide. L'accent est donc mis avant tout sur l'observation de la fertilité du sol, et de la qualité de production cacaoyère en plantation familiale. Boigny Kro sert en somme un peu de test à tous les niveaux : sur le plan des conditions humaines autant que des conditions naturelles. Ces différentes tactiques sont, sinon de portée nationale comme dans le cas d'opérations sectorielles, type palmier à huile ou hévéa, du moins certainement de portée régionale. L'économie villageoise elle-même n'est qu'une composante des objectifs poursuivis. On s'en rend compte également au sujet de la production vivrière. Ce qui semble préoccuper l'ARSO, ce n'est pas tant d'en améliorer la rentabilité que d'en détourner la plus grande partie possible sur San Pedro qu'il faut bien ravitailler. Une coopérative de transport a été créée. Son efficacité n'est cependant pas encore très probante.

L'ARSO agit en douceur, non pour ménager spécialement les villageois, mais parce que l'opération Sud-Ouest est caractérisée par une politique du coup par coup qui fait interférer beaucoup d'idées et d'intérêts : ce qui est important un jour ne l'est pas forcément le lendemain. Si l'existence de Boigny Kro et de ses trois homologues est primordiale — personne ne le conteste —, leur exploitation, leur rentabilisation ne sont par contre pas toujours évidentes dans un tel contexte. Il en résulte un certain flou dans la stratégie, une certaine discontinuité dans la tactique, qui laissent à ces planteurs une certaine latitude. Comment répondent-ils dans la pratique ? En bloc ou par saccades ? Mis à part les inégalités du terrain, ils ont tous au départ reçu le même « héritage » de l'ARSO. Mais l'uniformité d'un terroir peut-elle engendrer l'uniformité de la communauté qui l'exploite, de sa logique ? Surtout lorsque cette communauté a été constituée à partir de trois villages, qui pour être frères n'en sont pas moins différents. Les hommes se projettent sur l'espace qu'ils ont structuré, l'espace qu'on leur a structuré peut-il se projeter sur eux ?

#### LA RÉPONSE DES HABITANTS DE BOIGNY KRO

Les planteurs baoulé passent pour être mobiles et dynamiques. Le dynamisme de ceux qui se sont installés spontanément dans la région du Sud-Ouest n'est pas tout à fait étranger au caractère trop optimiste des prévisions de départ. L'enquête agricole réalisée en 1970 pour le compte de l'ARSO dans la sous-préfecture de San Pedro donne des chiffres éloquentes : une exploitation moyenne de 6 ha pour les planteurs baoulé, de 3,5 ha pour les autres allochtones, de 1,8 ha seulement pour les autochtones (Bakwé, Krou, Wané). Il faut noter en outre le caractère particulier du système agricole pratiqué par les Baoulé en zone forestière. Il repose sur l'association cultures vivrières annuelles — cultures industrielles pérennes, association qui incite le planteur à négliger petit à

petit les premières au profit des secondes. Il est tenté en effet chaque année de superposer à son nouveau champ d'igname une nouvelle plantation de cacao ou de café, au risque de se trouver bientôt à la tête d'une exploitation trop vaste et pas toujours rentable d'ailleurs, puisqu'aux dires des spécialistes de l'IFCC (Institut Français du Café et du Cacao) cette association est plutôt néfaste aux cultures arbustives. Ainsi lorsqu'il possède une exploitation moyenne de 6 ha, il y a de fortes chances pour qu'il s'agisse en fait de 6 ha de café et/ou cacao (alors qu'au pays, il ne mettrait en valeur que 2 ou 3 ha et sans doute uniquement avec des cultures vivrières). Le planteur baoulé qui a immigré dans la forêt a incontestablement de prime abord un comportement d'homo economicus.

Et à Boigny Kro? Il est certain que le terroir, tel qu'il a été organisé par les aménageurs de l'ARSO, est propice au développement de ce système, avec, seul trait particulier, présomption plus ou moins dirigée pour le cacao. Mais attention, il n'y a que 2.000 ha qui ont été partagés entre les habitants. Il en reste normalement encore à peu près 4.000 dont, selon les spécialistes de l'ARSO, 2.000 cultivables. N'est-ce pas une porte ouverte sur mille autres formes d'exploitation? On a vu, il est vrai, le respect des villageois pour la souveraineté de l'ARSO sur leur terre, leur peu d'intérêt pour l'ancien bloc vivrier et pour un retour à ce type de champs. Pourquoi sortiraient-ils de la voie qu'on leur a tracée? Ils n'en sortent pas en effet. Ils passent toutes leurs journées dans « leurs forêts », dont la mise en valeur progresse à raison, en moyenne, de 1 ha par an d'igname et cacao associés. A la fin de l'année 1976, la plupart d'entre eux avaient donc planté en gros 4 ha de cacao, ce qui représente le quart de la superficie dont ils disposent chacun. Le plus dynamique occupait même déjà plus de la moitié de sa parcelle. En quatre ans, ce n'est pas mal et beaucoup commencent à se demander ce qu'ils vont faire quand ils auront atteint le « fond », d'autant que dans la réalité, une bonne partie de leur terrain est sinon inexploitable, du moins pas rentable. Conscients de ces limites, ils s'emploient cependant à maîtriser avant tout méthodiquement l'espace vierge qu'on leur a assigné sans regarder apparemment au-delà.

Seulement, en-deçà de cet espace se trouve un autre espace, vierge aussi au départ, qu'ils ont à traverser chaque jour : la fameuse zone d'environ 400 ha laissée pour compte entre la plate-forme villageoise et les « forêts » distribuées par l'ARSO. Les responsables savent que la plupart y ont fait une plantation de cultures annuelles et cultures pérennes associées en 1972, avant la grande distribution, et qu'ils continuent à y bricoler au passage... mais ils ne s'en sont pas vraiment inquiétés. En fait, c'est un véritable terroir sauvage qui a été créé — et dont la création se poursuit — dans ce no man's land : 230 parcelles de cacao (ou plus rarement de café), dont la superficie dépasse parfois 3 ha. Plus d'une dizaine encore devaient être réalisées en 1976, en gros une pour dix chefs d'exploitation, et il n'y a pas de raison pour que ce rythme ait cessé depuis. Les villageois d'ailleurs ne s'en cachent pas et l'ARSO ne crie pas à la squatérisation : les premiers « remplissent » l'espace inoccupé, les seconds s'interrogent sur les avantages (défrichement par exemple) et les inconvénients (conflits aménageurs-aménagés ou entre aménagés) de ce phénomène, sur son pourquoi. Comment l'expliquer en effet quand on connaît tous les efforts d'adaptation que doivent faire les intéressés? Les obstacles qu'ils ont à surmonter sont

entre autres : celui du défrichement (ils paient presque tous des tronçonneurs qui leur prennent jusqu'à 20.000 F CFA/ha), celui de l'entretien de leurs cacaoyers (très peu pratiquaient cette culture au pays, et encore de façon très extensive), celui des distances à parcourir... Tous sont d'accord pour dire qu'il y a beaucoup plus de travail ici qu'au pays. L'artisanat en pâtit : ils ont abandonné le métier de tisserand qu'ils étaient extrêmement nombreux à pratiquer. Ils n'ont pas cherché à recréer leurs habitudes, ils sont vraiment repartis à zéro.

Ils ont a priori le comportement de l'homo economicus évoqué ci-dessus : à l'instar des migrants spontanés, les Baoulé de Boigny Kro misent tout sur la culture du cacao (et secondairement du café) comme s'il s'agissait là de l'unique cause de leur déplacement. Ils cherchent dans cette optique à en faire toujours plus, sans compter ni sur l'espace (qu'ils osent occuper dans la mesure où les technocrates et les techniciens n'y sont pas passés), ni sur leur temps, ni sur leur argent (il est vrai que le versement des indemnités relatives à leur déguerpissement a duré jusqu'en 1976). On est confronté en somme à un phénomène banal de mutation : celle d'un paysan polyvalent quasiment hors du circuit monétaire en un planteur de cacao ambitieux qui a su saisir l'occasion et entend faire le maximum pour s'enrichir. Logique à la mesure de celle des aménageurs, même si elle emprunte quelques détours pour atteindre le « but », même et surtout si elle cherche à dépasser ce but. Logique d'individu ou de société homogène...

Or, la communauté villageoise de Boigny Kro n'est pas homogène. Elle a été constituée à partir de trois sources, ce qui favorise les tensions, les suspensions, les rivalités. Deux quartiers se sont longtemps affrontés pour la chefferie du village. Il a fallu que des représentants de l'ARSO viennent sur place régler le conflit. On remarque justement que la course à la terre pré-occupe beaucoup plus leurs occupants que ceux du troisième quartier qui est resté neutre. Les plantations, qu'elles soient officielles ou marginales, apparaissent dès lors comme un moyen de dominer le voisin, de devenir un leader. Leurs créateurs appliquent à travers elles une stratégie dirigée avant tout contre les autres planteurs. Ils affirment leur individualisme en même temps que leur adhésion à la politique économique de la Côte-d'Ivoire, leur refus du traditionnel pour la modernité, leur soumission à l'aménageur.

Soumission qui, comme cela a été souligné, transparait dans les propos des uns et des autres, et qui est bien réelle, mais qui a son revers. La stratégie du planteur-dévoreur de terre est dirigée aussi contre l'aménageur, car elle refuse l'uniformité qu'il a imaginée pour lui. Le terroir sauvage est dans cette optique plus qu'un simple détour sur le chemin du terroir officiel. Il est un moyen pour le planteur de sauvegarder sa personnalité, de l'imprimer sur le sol, de se projeter sur l'espace avant que ce ne soit l'inverse, de ne pas se laisser structurer. Il reflète un dynamisme qui n'a pas que des objectifs économiques, qui est aussi effort pour rester soi-même, pour être plus qu'un assisté, qu'un cobaye.

En cherchant à échapper, partiellement sinon totalement, à la tutelle, et de la société traditionnelle, et de la société d'aménagement, les habitants de Boigny Kro ont une attitude qui peut paraître ambiguë, incohérente, irrationnelle. Si l'on considère qu'il leur faut choisir entre l'une ou l'autre, leur stratégie ressemble effectivement à une tentative de fuite, désespérée et solitaire, qui ne peut déboucher à la longue sur

rien de positif : conflit entre villageois, conflit avec les responsables de l'ARSO et de la SATMACI, impossibilité de tirer parti convenablement d'une exploitation trop vaste, structurée de deux manières totalement différentes... Mais l'on peut donner des faits une toute autre interprétation, voir au contraire dans le comportement des villageois, du moins de certains, une habileté, une capacité d'adaptation à toute épreuve. On les considérera dans cette optique comme des

stratèges efficaces, désireux de se concilier deux systèmes de valeur totalement opposés, d'assumer pleinement, de la façon la plus empirique qui soit, leur situation de charnière entre les deux mondes, l'ancien et le nouveau, des stratèges qui font montre d'une logique qui sert sans précipitation, sans panique, leurs intérêts, faisant converger l'instinct de survie de leurs ancêtres et l'esprit calculateur des technocrates.